

autonomie fédéraliste

informations

numéro 11
avril 1964

UNE VICTOIRE DE PYRRHUS

Avec 52% des voix la liste liée à la résolution Rifflet et, par l'intermédiaire de cette résolution, à la Charte philosophique du fédéralisme, a gagné le Congrès de Montreux; mais il ne s'agit là que d'une victoire de Pyrrhus. Hantée par la peur de perdre le pouvoir cette majorité hétérogène et opportuniste essaiera d'agir mais n'y réussira pas et s'écaillera.

Elle sort déjà affaiblie du Congrès de Montreux, ayant fait tomber, aux élections pour le Comité Central, Mouskhely et Spinelli, c'est-à-dire les deux plus importants notables du M.F.E. - avec Alexandre Marc - parmi ceux qui sont restés sur le champ. Même s'ils sont admis par cooptation ils n'oublieront ni la trahison ni l'affront. Mais ce n'est là qu'un petit signe des difficultés bien plus graves que cette majorité trouvera sur son chemin.

Cette majorité, fruit d'un accord électoral entre le petit appareil du M.F.E., les dirigeants immobilistes de l'Aquitaine et de la Provence et les notables, n'a pas encore compris que le fédéralisme doit agir en tant qu'avant-garde du peuple fédéral européen en formation. Elle se compose de trois groupes: l'un qui retient que le fédéralisme doit se limiter à soutenir dans n'importe quel parti tous ceux qui sont favorables à l'Europe, l'autre qui pense que le fédéralisme doit s'allier avec les gauches nationales modérées, et enfin un troisième qui pense que le fédéralisme doit agir tout seul, en polémique avec les partis, sur la base de la Charte philosophique.

Pour agir, elle devra donc choisir l'une de ces lignes d'action. Mais de cette sorte, ces lignes étant sous bien des aspects incompatibles les unes avec les autres, elle dressera inévitablement l'un de ses groupes contre les deux autres encore avant d'avoir déclenché son action. Alors elle se sentira suffoquer sous une étreinte mortelle. Si elle essaie de continuer quand même à agir elle se décomposera, si elle essaie de se réfugier dans l'immobilisme, comme elle l'a toujours fait, elle verra se dresser devant elle le spectre de la défaite au prochain Congrès, car elle ne pourra plus y recourir à l'expédient commode de la liste unique afin de se confondre avec l'opposition et de masquer sa faillite.

A Montreux, nous avons imposé le scrutin de liste afin de contraindre tous ceux qui prétendent savoir diriger le M.F.E. à se

présenter avec leur propre visage et leur propre programme; c'est pourquoi, au prochain Congrès, tous les délégués évalueront la majorité et les minorités selon ce qu'elles auront su faire. Ce jour-là la majorité expiera, par la désagrégation et par la défaite, son péché originel. A Montreux elle n'a pas eu d'autre pensée que celle de réunir de n'importe quelle façon un nombre de personnes suffisant pour gagner le Congrès. Pour atteindre ce but elle n'a pas hésité à faire les compromis les plus honteux. Elle a admis dans sa propre liste des gens dont les positions étaient nettement divergentes des siennes, en arrivant à élire au Comité Central Umberto Serafini, le Secrétaire de la section italienne du Conseil des Communes d'Europe, lequel, au cours d'une intervention au sujet de la Charte, avant de conclure au milieu des clameurs de l'assemblée déconcertée qui l'aurait voté en faveur de son adoption l'avait attaqué en termes outrageants pour ceux qui en sont les auteurs.

De cette façon la majorité a, d'elle-même, disqualifié ses idées, salissant une Charte qui devrait constituer, selon Alexandre Marc qui en est l'inspirateur, une "date historique" dans l'évolution de la pensée sociale. Ainsi elle a accompli le dernier pas vers sa propre ruine le jour même où elle a eu l'illusion d'avoir remporté la victoire.(°)

NOTRE PROGRAMME D'ACTION JUSQU'A LA FONDATION
DE LA FEDERATION EUROPEENNE

Le moment est venu d'exposer publiquement notre programme d'action jusqu'à la fondation de la Fédération européenne. Depuis de nombreuses années nous travaillons dans ce but. Depuis de nombreuses

(°) Le X^e Congrès du M.F.E. qui s'est tenu à Montreux le 10, 11 et 12 avril, portait à l'ordre du jour, outre les habituels rapports officiels et quelques importantes réunions des jeunes la discussion et le vote de la soi-disant Charte fédéraliste, la discussion et le vote des résolutions politiques ainsi que l'élection du nouveau Comité Central. Les résultats ont été les suivants:

- 1) Charte. Deux tours de scrutin furent nécessaires, le premier concernant une motion de renvoi à un Congrès extraordinaire, motion présentée par Gruber et soutenue par notre groupe et qui fut repoussée par 326 mandats contre 121, et le second par lequel la Charte fut adoptée par 262 mandats contre 49 et 6 abstentions. A ce vote n'ont pas pris part ceux qui avait voté pour le renvoi. En substance 60% des mandats environ se sont exprimées en faveur de l'adoption de la soi-disant Charte fédéraliste, ce qui constitue une majorité bien faible étant donné le caractère de cette décision.
- 2) Résolutions politiques. Trois résolutions politiques (numérotées

années, sur la base de notre conception de l'histoire contemporaine et du processus politique européen nous croyons en la possibilité de conquérir, au nom du peuple fédéral européen en formation, et pour son compte, le pouvoir de décider la fondation de la Fédération européenne. Depuis de nombreuses années nous avons basé sur cette hypothèse de travail notre participation à la vie politique. Toutefois nous n'avons jamais parlé de la conquête du pouvoir européen, si ce n'est d'une façon tout à fait théorique, parce qu'une hypothèse de travail n'est pas une certitude. Nous ne voulions annoncer publiquement que ce que nous pouvions vraiment faire dans chaque situation déterminée. Alors que bien des dirigeants du M.F.E. ont continué à glorifier ce qu'ils ne faisaient pas et qui ne pouvait pas être fait, nous nous en sommes tenus à indiquer au fur et à mesure les objectifs qui se trouvaient à notre portée.

Mais à présent une bonne moitié du chemin est parcourue. Une moitié de notre hypothèse de travail est passée dans les faits et nous pouvons enfin présenter l'autre moitié comme un programme d'action à porter à son terme d'ici 1970. Ces années à venir verront se dérouler la dernière phase de l'intégration européenne. Il est hors de doute qu'on ne peut plus revenir en arrière sur la route de l'Europe. Une simple tentative de le faire provoquerait des crises telles qu'elles obligeraient à reprendre immédiatement le chemin européen.

d'après l'ordre selon lequel elles furent présentées) ont été régulièrement présentées et soumises au vote. La résolution N°1 fut défendue à la tribune par Rifflet, Président sortant du Bureau Exécutif; la résolution N°2 fut défendue par Cabella et la résolution N°3 par Albertini. Elles remportèrent respectivement 235, 65 et 156 mandats, c'est-à-dire 52%, 14%, et 34% des mandats du Congrès. Les résolutions N°2 et N°3 reflétaient des positions précises, celle du CIPFE (Comité d'Initiative du Parti Fédéraliste Européen) et la nôtre; la première, au contraire, reflétait une étroite alliance électorale entre l'appareil du M.F.E. (le Secrétaire Général sortant et le Secrétaire de la Commission nationale française), les dirigeants de l'Aquitaine et de la Provence et tous ceux qui, au sein du M.F.E. revêtent le "status" de notables, alliance donc entre personnes ayant des positions politiques discordantes (groupe de pression sur tous les partis, groupe de pression sur les gauches nationales modérées, verbalisme révolutionnaire basé sur la Charte philosophique).

3) Comité Central. Trois listes furent présentées, liées respectivement aux résolutions N°1, N°2 et N°3. Pour la première furent élues les neuf personnes suivantes: Gouzy (187), Hirsch (164), Marc (164), Giarini (162), Rifflet (160), Desboeuf (157), Kinsky (118), Orban (103), Serafini (85) plus, comme suppléants, Eggermont, Martin, Merlini, Favaretto, Moriquand; pour la seconde liste furent élues les deux personnes suivantes: Cabella (63), Boucherle (60), plus, comme suppléant, Dierickx, et pour la troisième liste les cinq personnes suivantes: Albertini (137), Plantier (124), Gruber (123), Caizzi (106), Bolis (82) plus, comme suppléants Lesfargues et Stoppino.

Et le fait est qu'à Bruxelles on affronte désormais des problèmes économiques qui ne pourront pas être efficacement résolus sans la fondation d'un gouvernement européen: tels les problèmes de la conjoncture, de la monnaie, de la programmation, des prix agricoles, etc. D'autre part on ne rencontre aucun obstacle à cet égard, ni de la part de la population, ni de la part des syndicats, ni de la part du patronat en grande partie favorables à l'unité européenne. Nous allons donc entrer dans la phase dans laquelle la fondation d'un gouvernement européen est possible, et dans laquelle, en outre, on ne peut plus avancer sans le fonder.

Ce n'est pas seulement une question économique. En 1969, alors que la période transitoire du Marché Commun sera sur le point de finir, le Pacte Atlantique arrivera à échéance. A côté du problème de l'organisation définitive de l'économie européenne se posera donc, sans possibilité de la renvoyer à plus tard, le problème de l'organisation politique de l'Europe, problème qui fut mis de côté à la fin de la seconde guerre mondiale en raison de l'extrême faiblesse dans laquelle se trouvaient les Européens. Or suivant le processus d'unification l'Europe a retrouvé sa force, son autonomie et sa confiance en elle-même. Dans cet état de choses elle ne peut plus dépendre des U.S.A. comme au cours des années de l'après-guerre, mais elle devra en devenir vraiment (et ceci est impossible sans un gouvernement européen) l'equal partner.

Même si peu de gens se rendent encore compte de cette réalité, parce que les dimensions nationales des moyens d'action et d'information, des gouvernements aux partis et aux journaux, déforment dans le sens national la vision du processus politique, tout converge désormais vers la fondation d'un gouvernement européen. Il ne manque qu'un seul anneau à la chaîne, la participation directe des européens à la construction de l'Europe politique. Ceci concerne directement les mouvements fédéralistes. Et ici s'insère notre programme d'action. Le voici.

Dans deux ans, en 1966, nous conquerrons la majorité au sein du M.F.E. Entre temps nous aurons élargi la campagne du Recensement à presque toute la zone du M.F.E. et nous aurons atteint un nombre suffisant d'adhésions pour donner au Recensement une force d'attraction, encore faible, mais en voie de renforcement, sur la classe politique nationale, sur les journaux et sur l'opinion publique. Nous aurons créé en outre les prémisses pour un élargissement en tache d'huile de la Campagne grâce aux premières brèches ouvertes tant en direction des autres organisations européistes qui constituent comme le M.F.E. ce que nous appelons l'euro-péisme organisé, qu'en direction de l'euro-péisme organisable qui est au contraire constitué à notre avis par tous ceux qui, ayant tendance à faire de la contradiction entre valeurs et faits une question personnelle, n'ont que le débouché du

fédéralisme (forces moralement et culturellement saines, jeune classe politique en formation, bases des partis, organisations religieuses, culturelles, syndicales, et ainsi de suite).

Cela signifie que d'ici 1966 existeront, dans toutes les villes qu'englobe cette zone, les deux leviers essentiels de la participation directe des Européens à la construction de l'Europe politique: des fédéralistes indépendants et un lien organique du fédéralisme, à travers le Recensement, avec la population. A l'intérieur de cette zone on ne parlera plus du problème européen sans parler également du Recensement, à savoir du peuple fédéral européen comme titulaire du pouvoir consituant. Le fédérateur sera entré dans l'équilibre politique.

A partir de 1966, exploitant pleinement le gouvernement du M.F.E. et la première force d'attraction du Recensement, nous pourrons faire un grand pas vers l'unification des mouvements européens, vers leur renforcement avec les cadres de l'euro péisme organisable et vers l'extension territoriale de la Campagne. L'unification transformera un cumul de faiblesses en une force. Avec cette force, et en faisant dis paraître tous les points de vue arbitraires sur le fédéralisme qui proviennent de l'existence de mouvements séparés, l'unification donnera à tous les fédéralistes la conscience de leur rôle historique d'avant-garde du peuple fédéral européen. D'autre part la population, tant en raison du fait qu'elle sera encadrée dans le Recensement qu'en raison de l'unité de sa représentation européenne, à savoir le fédéralisme, commencera à se rendre compte qu'elle peut intervenir directement dans l'intégration européenne au point d'acquérir la conscience du fait que le droit démocratique de dire le mot décisif au moment décisif revient à elle.

A partir de 1968 nous disposerons d'une force suffisante pour faire élire par la population, dans au moins cent villes d'Europe, le même jour, le Congrès du Peuple Fédéral Européen. Alors apparaîtra dans toute son évidence la représentation européenne de la population. Les échéances de la politique des Etats nous permettront d'autre part de choisir le moment le plus opportun, le moment où les gouvernements et les partis se trouveront en présence de choix impossibles à renvoyer et n'auront d'autre alternative démocratique que la solution européenne. Faisant levier sur cette situation nous pourrons réunir d'un seul coup, autour du Congrès, toute la population européenne qui n'aura pas encore été encadrée dans le Recensement et nous pourrons ainsi défier les gouvernements nationaux.

Ce jour-là réclamerons la convocation immédiate de la Constituan te européenne. Si les gouvernements ne cèdent pas tout de suite nous pourrons dénoncer l'illégalité du manque de reconnaissance des droits démocratiques du peuple fédéral européen, proclamer le désobéissance

civile et demander aux soldats, ayant organisé auparavant un concours suffisant pour pouvoir compter sur au moins dix mille jeunes gens, d'abandonner les casernes et de rentrer chez eux. A ce moment-là la convocation de la Constituante deviendra une stricte nécessité parce qu'on ne pourra rétablir l'ordre civil que sur la base du centre européen de pouvoir.

Tel est notre programme d'action. Personne ne peut dire d'ores et déjà si nous devons le mener jusqu'au bout. Peut-être que, contraints par la force des choses, les gouvernements reconnaîtront la nécessité de fonder l'Etat fédéral européen avant la dernière échéance de notre programme. Mais pour ouvrir la route à cette possibilité même il n'y a qu'un moyen: le rendre public et le réaliser étape par étape avec une volonté inexorable, de façon à modifier, grâce aux répercussions mêmes de son application progressive, l'état des forces en présence, les obligeant à préciser de façon toujours plus concrète la forme et les échéances de leur politique européenne.

LE RECENSEMENT A L'ECOLE POLYTECHNIQUE DE TURIN

Les 26 et 27 février, trois centres de recueil d'adhésions pour le Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen ont été ouverts à l'Ecole Polytechnique de Turin; deux à la section Ingénieurs et un à celle d'Architecture. Nous avons choisi pour les y installer les endroits les plus fréquentés par les étudiants, ceux où ils doivent passer pour se rendre aux leçons, ou bien où ils discutent entre deux cours. Autour des grandes tables que nous avait fournies l'Organismo Rappresentativo s'affairaient au moins quatre militants: deux d'entre eux distribuaient les tracts et invitaient les étudiants à donner leur adhésion, deux autres donnaient les indications nécessaires à la rédaction de la fiche, offraient des insignes, des revues, des livres et invitaient le nouvel adhérent à recueillir à son tour des adhésions. Pendant ce temps des groupes se formaient alentour qui offraient aux militants l'occasion de soutenir de vives discussions politiques.

En deux jours 1.008 adhésions ont été recueillies; ce nombre représente le quart des étudiants inscrits à ces Facultés et le tiers des inscrits "en cours" (les étudiants "hors cours" ne fréquentant pas les leçons). Dix étudiants se sont engagés à recueillir à leur tour des adhésions. En faisant directement participer les étudiants au développement du Recensement il sera possible: a) de compléter le recueil des adhésions à l'Ecole Polytechnique, b) d'élargir la Campagne aux milieux que fréquentent habituellement les nouveaux membres chargés de recueillir des adhésions.

Cette manifestation avait été précédée d'une intense activité de propagande. Peu de jours auparavant une copie de l'édition spéciale

du journal de l'Organismo Rappresentativo, "Ateneo", entièrement dédiée au Recensement, était arrivée chez tous les étudiants universitaires de Turin. En outre, en première page du "Bulletin de l'Ecole Polytechnique", journal de l'Association des étudiants de cette Ecole, était apparu un article qui illustrait la Campagne et qui portait une reproduction photographique de la fiche d'adhésion. Enfin, une conférence sur la crise de la démocratie avait eu lieu dans les locaux de l'Ecole d'Ingénieurs.

La force de l'idée d'Europe et le manque d'idées et de pouvoir des organisations d'étudiants avaient permis au groupe des autonomistes de Turin, malgré son insuffisance numérique, cette si profonde pénétration. Comme cette situation a une portée générale, puisqu'elle a pour origine des données permanentes de la crise des Etats et des sociétés européennes, il est très probable que le Recensement puisse être étendu avec succès à toutes les Universités d'Europe.

LE RECENSEMENT A L'UNIVERSITE DE TURIN

Les 15, 16 et 17 avril et les 28 et 29 du même mois ont été ouverts tour à tour des sièges de recueil d'adhésions à la faculté d'Economie et de Commerce, de Médecine, de Physique, de Chimie, de Jurisprudence, de Lettres et à l'Ecole Normale Supérieure. La Campagne a été annoncée par un article publié en première page du journal "Ateneo". 900 étudiants environ ont donné leur adhésion, c'est-à-dire grosso modo un cinquième des étudiants qui fréquentent les leçons. Le pourcentage des adhésions a été moins élevé que celui que nous avions enregistré lors du recueil qui a eu lieu à l'Ecole Polytechnique, parce que, dans presque toutes ces Facultés, les leçons n'ont pas lieu dans un seul bâtiment à sortie unique, et que le faible nombre de sièges installés ne nous a pas permis d'entrer en contact avec tous les étudiants.

L'expérience précédente de l'Ecole Polytechnique avait mis en évidence la nécessité de distribuer parmi les adhérents au Recensement, outre le tract élémentaire, du matériel de propagande d'un niveau plus élevé, et s'adressant plus particulièrement au milieu universitaire. C'est pourquoi, au cours du recueil d'adhésions organisé dans les Facultés universitaires, nous avons distribué aux étudiants une lettre ouverte reportant, outre le jugement des fédéralistes sur les problèmes politiques fondamentaux en général et sur ceux de l'école en particulier, une invitation aux étudiants afin qu'ils entrent dans le noyau d'étudiants de la section M.F.E. de Turin.

Nous sommes déjà en train de pourvoir, par suite des réponses favorables qu'a reçu cet appel, à la constitution de noyaux fédéralistes de Faculté: l'un de ces noyaux a été officiellement constitué à l'Ecole Polytechnique. Afin de maintenir un certain contact avec

les recensés, tous les étudiants qui ont adhéré seront invités le 19 mai à une conférence ayant pour sujet "La phase actuelle de l'intégration européenne et le devoir des fédéralistes". D'après l'affluence que l'on observera on pourra tirer des indications intéressantes quant à l'efficacité du Recensement en tant qu'instrument destiné à élargir le cercle des inscrits au M.F.E. et de ses sympathisants.

LE RECENSEMENT A MILAN

Les 4 et 5 avril, à Milan, ont été ouverts des sièges pour le recueil public d'adhésions au Recensement Volontaire du Peuple Fédéral Européen, dans les trois principales places de la ville: place du Dôme, place Cordusio et place San Babila. Du samedi à 14 h 30 au dimanche à 21 h, environ 80 personnes comprenant des volontaires chargés du Recensement, des membres du M.F.E. et de simples sympathisants ont recueilli en tout 5.774 adhésions. En outre, plus de 700 insignes et environ 500 vignettes pour auto ont été vendus.

Sur le parvis de la Cathédrale a trôné, pendant les deux jours qu'a duré le recueil d'adhésions, un panneau d'environ 90 mètres carrés de surface subdivisé en trois parties mises côte à côte et surmontées de l'inscription RECENSEMENT VOLONTAIRE DU PEUPLE FEDERAL EUROPEEN. De ces trois panneaux, le panneau central portait le symbole du Recensement et les deux autres les slogans "Faire l'Europe dépend de toi" et "Adhère et fais adhérer au Recensement". Ce second slogan sera remplacé pour les prochaines manifestations par le suivant qui est plus efficace: "Un à un vers la majorité".

Le panneau a coûté 360.000 liras, qui vont s'ajouter aux 500.000 que coûte le matériel acquis à la Commission de Contrôle et aux 240.000 des autres dépenses (petits panneaux, remboursement du voyage à certains amis allemands invités à assister à la manifestation, affichage de manifestes, etc...) pour un total de 1.100.000 liras. D'autre part les citoyens qui ont adhéré au Recensement ont versé comme contribution la somme globale de 1.137.500 liras, auxquelles il faut ajouter environ 120.000 liras rapportées par la vente des vignettes et des insignes.

L'opération s'est donc conclue avec une marge active qui permettra à la section de Milan d'organiser de nouvelles campagnes publiques et de quartier, de recueil d'adhésions. Les programmes immédiats prévoient, entre autre, des manifestations publiques tous les quinze jours place du Dôme et sur une autre place qui variera d'une fois à l'autre, et la diffusion parmi les adhérents à la Campagne d'une lettre - dans l'attente de la publication, prévue pour l'année prochaine, du Journal du Recensement - invitant à diffuser le Recensement en se mettant à son tour à recueillir des adhésions.